



ÇA PRESSE !

n°4
décembre 2004

Ça presse : parution périodique du Syndicat interprofessionnel de la presse et des médias (SIPM). Hors-séries thématiques disponibles auprès du SIPM. SIPM-CNT – 33, rue des Vignoles, 75020 Paris – 01 43 72 95 34 – presse@sipm-cnt.org – <http://sipm-cnt.org> – Permanences les mardis de 19 h à 21 h.

SPÉCIAL PRESSE QUOTIDIENNE NATIONALE

LA PRESSE EST MORTE ? VIVE LA PRESSE !

Les aides à la presse octroyées par le ministre de la Culture et de la Communication ne doivent pas nous tromper. Elles ne serviront qu'à signer la mort du Livre – avec ou sans son consentement – et à financer les « plans de modernisation sociale » qui sévissent dans la presse. Un signe : les débats sur le « pluralisme » et autres génuflexions, avec la sébile désespérément vide que tendent les acteurs du secteur, se multiplient. La presse va mal, et la solution ne saurait venir des patrons. Beaucoup tremblent sur leur trône. Et, c'est bien connu, quand les tyrans se mouchent, le peuple éternue. Alors quand ils tombent...

Tous les titres de la presse quotidienne nationale, sans exception, sont dans une situation que l'on pourrait qualifier – pour qui apprécie la litote et l'euphémisme – d'inquiétante...

■ L'Humanité,

De l'aveu même de son directeur, si la situation actuelle se poursuit, le journal ne passera pas l'hiver. Sa survie ne tient qu'à l'aménagement des prêts contractés à l'issue du dernier plan social et à la générosité étatique. Et aussi à la bonne santé de Pif, cabot propagandiste, mais l'effet « nostalgie » pourrait ne pas durer. Le quotidien communiste n'aurait-il plus pour allié objectif que Dicotim ? On n'est pas loin de la réalité et les incendies qui frappent les locaux dyonisiens sont de sinistre augure. La solution des dirigeants de l'*Huma* ? A part faire l'aumône et embaucher ça et là quelque transfuge de Colonel-Fabien, lancer une énième souscription sous couvert de défense du « pluralisme », la réflexion est mince. Comme on disait à la JC : « Et si on lançait une campagne sur l'air du "des sou-sous dans la po-poche" ? » Avec, dernières trouvailles de la direction : le non-remplacement des départs en retraite, la non-publication durant les jours fériés et une baisse de la pagination de l'*Humanité hebdo*. En espérant que les actionnaires actuels (Bouygues, Lagardère), et d'autres, remettent la main à la poche. Pendant ce temps-là, les salariés sont toujours payés en-deçà de la convention collective.

■ France-Soir

Le journal vient de trouver en Ramy Lakah un allié de poids. Homme d'affaires franco-égyptien n'appréciant rien tant que les compagnies aériennes en faillite dans lesquelles il réinjecte quelques euros, c'est sur ce vieux coucou de la presse parisienne, passé en quelques décennies du million d'exemplaires à un petit 60 000, qu'il a jeté son dévolu. Non pas tant pour redresser la barre, ne misant de fait que sur les faits divers et le sport, des fondamentaux qui n'ont pas suffi aux apprentis sorciers de Poligrafici International. Mais pour lancer *France Soir International*, seul journal en anglais à destination des étrangers résidents ou de passage dans l'Hexagone. Avec une rédaction exsangue et un apport en capitaux

loin d'être conséquent, on se demande comment *France Soir* va réussir cet exploit gymnique consistant à séduire, avec une rédaction de moins de cent salariés, d'un côté le turfiste amateur de chiens écrasés et de l'autre le touriste ou le businessman. Sans parler des suppléments et d'une collection de bouquins sur les faits divers. Premier indice de la sérénité du quotidien : le nouveau propriétaire et le cabinet chargé de l'audit se sont foutus sur la gueule. Physiquement...

■ Libération,

Face aux attermolements de ses propriétaires et à la concurrence des gratuits – responsables d'un déclin de l'audience du « quotidien de gauche préféré de la droite » –, *Libé* attend désespérément quelque nouvel investisseur. Après que Bolloré, « financier au-delà de tout soupçon », dixit deux journalistes sagaces de *Libé*, a annoncé son intérêt pour la marque « Libération », afin de constituer un minipôle média autour de sa future chaîne sur la TNT

LA FIN DES OUVRIERS DU LIVRE ?

Le Syndicat de la presse parisienne (SPP, patronat) est en passe de concrétiser l'un de ses vieux rêves, mettre à bas la "puissance" des syndicats du Livre. Un "accord de refondation" (sic), daté du 27 octobre, a été ratifié le 30 novembre par les différentes composantes du Livre (accord-cadre). Ce texte est un parfait manuel d'une libéralisation à outrance d'un pan entier des métiers de la presse en général et du Livre en particulier.

La "crise" de la presse, la concurrence des gratuits, sont autant de prétextes à casser les acquis et les métiers du Livre. Le SPP dans l'"accord de refondation" entrevoit ces réformes comme autant de "moyens d'une politique dynamique" permettant de "donner à la profession des perspectives de développement". La recette libérale du SPP s'appuie sur une redéfinition des métiers où les acquis des ouvriers du Livre seront purement et simplement liquidés. Fin de l'égalité des salaires, embauche directement gérée par les DRH, progression au mérite et, surtout, statut et fonction bien flous. Les patrons ont réussi à récupérer les "clefs des entreprises" pour reprendre les mots de Yves de Chaisemartin (depuis parti avec un parachute de 27,5 millions d'euros). Ce plan de casse touche les métiers du prépresse, typographes (futurs éditeurs-réalisateur, selon la phraséologie du SPP), correcteurs, photogreveurs (futurs techniciens de l'image) et les métiers de l'imprimerie.

Bien évidemment, cette "réforme" donne des sueurs froides aux journalistes qui voient ainsi débarquer des ouvriers (en l'occurrence les typographes) dans les rédactions. Et, bien évidemment encore, les réflexes corporatistes prennent le dessus. Et, bien évidemment toujours, les patrons rigolent, jouent de la division, et préparent un grand nettoyage de printemps qui, soyons-en sûr, n'oubliera personne tant chez les ouvriers que chez les journalistes et autres secrétaires de rédaction, particulièrement les plus précaires.

Hélas !, l'"accord de refondation" est aussi porté par des syndicats du Livre, qui croient encore que prendre le travail d'autres catégories de salariés leur permettra de survivre. Et il sera combattu par des syndicats de journalistes... au nom de la lutte contre les ouvriers, qui doivent rester à leur place (et pas au nom de la lutte contre les patrons) !

Outre le fait que les ouvriers du Livre (de toutes les branches, prépresse comme imprimerie) doivent demander des comptes à leurs hiérarchies syndicales sur les accords scélérats qu'ils ont ratifiés, l'ensemble des salariés de la presse doivent intervenir dans un large processus unitaire pour s'opposer à la fin des « métiers (Livre comme rédactions), synonyme de précarité et de déconstruction sociale.

L'ennemi reste le SPP et sa gestion libérale d'une presse que nous ne voulons pas soumise aux seules lois du marché.

LA FIN DES SR ?

Le rêve des patrons de presse ? Qu'un seul salarié soit rédacteur – voire photographe et icono – et maquette lui-même ses pages avant de les envoyer à l'imprimerie. Le quart en un ! Ce rêve aux allures de cauchemars est en passe de devenir réalité.

En effet, jusqu'à maintenant, seul le secrétaire de rédaction avait la responsabilité éditoriale des pages (relecture, calibrage et réécriture des textes, titres, chapôts, légendes...). Or, dans le cadre de la "modernisation", les typographes bénéficient d'un accord-cadre de "refondation" leur attribuant le titre d'"éditeur-réalisateur". Ils ont désormais accès au texte/contenu. En clair, à l'instar des SR, ils ont en charge l'editing, ce qui représente un bouleversement énorme de l'attribution des tâches dans la quasi-totalité de la PQN.

Si la direction syndicale des typographes a envisagé cette solution pour "survivre" au sein des rédactions, c'est que le statut d'ouvrier du Livre est la cible du patronat, que pour diverses raisons elle ne croit pas pouvoir le sauver, et qu'elle pense pouvoir s'en tirer en empiétant sur les tâches des SR. Pour le patronat, c'est tout bénéf ! Il a réussi en vingt ans à utiliser l'informatique pour détruire les acquis aussi bien des ouvriers que des journalistes. Mais L'informatique n'est qu'un outil de production, elle ne supprime pas les tâches nécessaires à la parution d'un journal, même si elle en a transformé certaines. Derrière la redéfinition des métiers, l'accord-cadre vise la suppression des statuts d'ouvrier du livre et de journaliste pour les SR.

La prochaine étape pourrait être, comme cela s'est déjà passé dans d'autres pays (Espagne, Suède...), la fusion des métiers, un seul salarié chargé des diverses tâches, de la rédaction à l'édition. En effet, si l'informatique ne supprime pas les tâches comme par magie, elle en rend possible l'exécution par un seul salarié. Au détriment des conditions de travail et de la qualité de la production, forme et contenu étant uniformisés.

Aujourd'hui, le combat ne doit pas se mener contre les rédacteurs ou les typos, catégorie contre catégorie, mais contre celui qui tire les ficelles : le SPP. Les SR qui s'en prennent aux typos, sous couvert de "ils viennent nous voler nos emplois", se trompent de combat : le corporatisme fait le jeu des patrons en divisant les troupes. Le but des patrons en jouant une catégorie contre l'autre ? Détruire les acquis, abaisser les conditions de travail de tous et réduire les effectifs au minimum. Avec au final une info au rabais.

Ainsi, les SR vont bientôt se retrouver dans la situation actuelle des typos, confrontés à la disparition de leur métier tel qu'exercé aujourd'hui (gestion de la maquette ET du texte) et devront se reconvertir en "super éditeurs" pour survivre eux aussi au sein des rédactions et y (re)trouver leur place. A moins que les patrons de presse se contentent de journaux au rabais...

Ne nous trompons pas d'ennemi...

Direct 8, c'est finalement ce partenaire tout naturel qu'est Edouard de Rothschild – président de France-Galop – qui se propose pour 37 % du capital, avec des conditions de rentabilité inaccessibles. Alors qu'ils craignaient d'avoir à faire de la télé, les journalistes de *Libé* vont-ils devoir jouer les trotteurs d'un banquier à particule ? Jadis, on sponsorisait des artistes. Aujourd'hui, des journaux...

■ Le Parisien

Seul représentant de la PQR en Île-de-France,, ce titre dont la vibrionnante santé touchait à l'insolence vient de sortir son plan d'une trentaine de « départs volontaires ». A croire que les gratuits sont plus nuisibles que l'arrogance du porte-drapeau d'Amaury ne le laisserait penser...

■ Le Monde

Même petite musique d'ennui au Monde, le quotidien de référence, pris d'un appétit pantagruélique, après avoir planifié une centaine de départs au niveau du Livre et de l'imprimerie, est en train d'en remettre une couche avec un plan de « modernisation sociale », prévoyant là aussi une centaine de départs volontaires. « Construire dans la crise », aura titré le journal du soir pour présenter un bilan généreusement catastrophiste, conçu pour justifier de telles mesures. En attendant, dans les canards rachetés par le joujou de Plenel et Colombani, on fait grise mine. D'autant qu'il faut trouver 50 millions d'euros supplémentaires. Colombani commence donc, malgré ses dénégations, à vendre les bijoux de famille. L'immobilier, bien sûr. Mais cela se traduit aussi par la disparition programmée d'Aden et des menaces envers *Le Monde Initiatives*. Rationalisation à tous les étages, comme en témoigne la « bataille des 32 heures » dans la vache à lait *Télérama*. Finalement, il n'y a que le débarquement d'Edwy Plenel que l'on ne regrettera pas.

■ Le Figaro

Quant au *Figaro*, racheté par l'UMPiste Serge Dassault, il commence à trembler. L'armateur, non content d'avoir fait passer en une la photo d'une kermesse dans la bonne ville de Corbeil-Essonnes où il règne depuis des décennies, a le coup de fil et la main lestes. Le coup de fil pour livrer ses oukases rédactionnels avec l'interventionnisme d'un général américain là où ça sent le pétrole. Et la main leste puisque les têtes sautent tendance mutins de 17, chemin des Dames. Parmi les plus emblématiques, de Chaisemartin, artisan de la mise à mort du statut du Livre, passé aux profits et pertes en quelques jours. Brutal ? Non, normal de la part d'un patron d'entreprise qui décrète que la presse ne doit diffuser que des idées « saines ». Et rapporter du fric. Un indice ? La Socpresse est en train d'étudier le lancement d'un gratuit.

■ AFP

On ne fera qu'évoquer ce qui se passe à l'AFP, l'agence sortant d'une grève sans précédent qui, si elle aura su sauver quelques têtes, ne résout pas le problème de sous-financement d'un outil qui permet de faire entendre une autre voix que celles d'AP ou de Reuters. De même pour ce qui se trame à RFI, en grève préventive, ou plus largement dans l'audiovisuel public – radio et télé confondues – où la

**Infos syndicales,
documents en ligne,
infos juridiques...
sur le site du syndicat
<http://sipm-cnt.org>**

précarité galopante le dispute aux restrictions budgétaires de tout poil pour satisfaire aux exigences des fameux « contrats d'objectifs et de moyens ». Sans parler de la mise en œuvre d'une TNT en trompe-l'œil, ou de la bataille qui se joue dans les régions où la précarité et la libéralisation à tout crin – comme pendant naturel de la concentration – ne bénéficient pas de la même publicité que les attermoissements de la presse parisienne.

Information précarisée...

Alors que l'on « fête » cette année les trente ans de la loi Cressard, encadrement de moins en moins respecté du recours à la pige, la presse a la gueule de bois. Si certains discutent sous les lambris ministériels, pour la plupart, ça sent le sapin. Car, comme si la charge étatico-patronale ne suffisait pas, les catégories de la presse se déchirent entre elles. En témoigne l'accord-cadre entre le SPP et le Livre [lire encadrés] qui, pour sauver provisoirement la peau de quelques-uns, sonne le glas des acquis en redéfinissant les métiers sur la base du moins disant social et de la sacro-sainte polyvalence. A venir : des « professionnels » multitâches capables de repomper les dépêches d'agences, de les mettre en forme, avec illustration convenue. Les gratuits, sans avoir sorti un seul scoop de leur déjà trop longue carrière, donnent le « la » à l'ensemble de la presse : pour faire de l'info, pas besoin de professionnels. Juste de bons techniciens qui font là où on le leur dit.

... vs Travailleurs organisés !

Nos patrons pourront verser leur larme de crocodile sur le pluralisme, plus que jamais menacé. Pourront parler de « guichets de départs volontaires » pour masquer leur gestion de l'humain comme variable d'ajustement dans leur logique financière. A nous, dans nos boîtes, dans nos sections, dans nos syndicats, de défendre nos conceptions du métier. Qu'en presse, notre but n'est pas d'emballer le poisson. Qu'en radio, on se lasse de la pensée unique. Qu'en télé, on n'est pas là pour « vendre du temps de cerveau humain disponible » à une boisson gazeuse. En clair, que l'information n'est pas une marchandise et ceux qui la font non plus. Nous avons le pouvoir de défaire ceux qui la détournent, l'instrumentalisent, en profitent, la dénaturent.

La newsletter Chaque mois des infos syndicales,
les luttes, les nouveautés juridiques du site, des liens...
S'abonner à infos@sipm-cnt.org